

Les pays pauvres ont déjà trop payé!  
« Pour l'an 2000 : annulons la dette »

Campagne française pour l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés

# Les Nouvelles de la Dette

Lettre d'information - 7 septembre 1999

n° 1

**Les associations à l'initiative de la campagne :**

Agir ici  
AITEC (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs)  
CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)  
CIMADE  
CRID (Centre de Recherche et d'Information pour le Développement)  
DCC (Délégation Catholique pour la Coopération)  
Etudiants et Développement  
C.S.M. Instituts Missionnaires Féminins  
Ligue de l'enseignement  
Justice et Paix  
Réseau Foi et Justice Afrique-Europe  
RITIMO  
Secours Catholique - Caritas France  
Service d'Entraide et de Liaison  
Service Protestant de Mission  
DEFAP  
Solidarité Laïque

*Edito :*

*Les Nouvelles de la Dette est un document d'information que nous avons décidé de mettre en place afin de vous tenir informés des évolutions de la campagne pour l'annulation de la dette. Ce premier numéro fait le point sur les décisions qui ont été obtenues au G7 de Cologne le 19 Juin dernier.*

## G7 de Cologne

### *La mobilisation a permis des avancées importantes mais les mesures annoncées restent largement insuffisantes*

La mobilisation exceptionnelle de l'opinion publique internationale en faveur de l'annulation de la dette des pays pauvres très endettés a permis d'obtenir un premier geste de la part des pays du G7 réunis le 19 juin dernier à Cologne.

#### **520 000 signatures récoltées en France et 17 millions dans le monde**

La pression des campagnes Jubilé 2000 à travers le monde, a obligé les gouvernements des pays créanciers à annoncer des mesures plus importantes en faveur des pays pauvres. On a ainsi assisté en quelques mois à un triplement à la fois du nombre de pays concernés et des montants de dette annulés : **aujourd'hui les pays du G7 se déclarent prêts à alléger la dette de 34 pays pour un montant de 65 milliards de dollars.**

Pourtant, **les décisions annoncées sont largement insuffisantes** pour réaliser l'objectif que se sont fixé les associations de solidarité internationale (ASI) impliquées dans la campagne et les millions de signataires dans le monde : Permettre un nouveau départ à ces pays. La mobilisation doit encore se renforcer.

## La mobilisation pour le G7 de Cologne

*Une grande chaîne humaine a entouré la ville de Cologne pendant le sommet des chefs d'Etat. Elle a rassemblé 35 000 personnes sur plus de 10 km.*

*Le 14 juin dernier, soit quelques jours avant le G7, les associations de solidarité internationale (ASI) engagées dans la campagne ont été reçues par MM. Dominique Strauss-Kahn et Charles Josselin, pour une remise symbolique des signatures recueillies en France.*

## Dialogue avec le gouvernement

*Les ASI de la campagne française sont engagées dans un dialogue avec le gouvernement sur cette question de la dette et notamment sur l'utilisation des fonds éventuellement dégagés par les allègements de dette. Un soutien le plus large possible de l'opinion publique est nécessaire pour que ce dialogue soit efficace.*

## *La simple application des mesures annoncées nécessite une extrême vigilance*

- **Un précédent : le G7 de Lyon en 96** avait annoncé des mesures d'annulation pour les pays pauvres très endettés, mais 3 ans après seuls 4 pays ont bénéficié d'allègement de dette pour des montants trop peu importants.
- Aujourd'hui, alors que 34 pays ont été désignés comme "éligibles", **seuls 10 sont engagés dans le processus.**
- **La participation de la société civile** dans l'utilisation des fonds dégagés se heurte à de fortes réticences de la part des gouvernements tant au Nord qu'au Sud.
- Il faut veiller à ce que les mesures d'annulation annoncées ne viennent pas **diminuer les montants actuels d'aide publique au développement** déjà au plus bas.

---

## *Combien de fonds seront effectivement libérés pour le développement?*

Du fait du poids énorme de la dette qui pèse sur les pays pauvres très endettés, ceux-ci ne remboursent actuellement qu'une partie de la dette (environ 55% des échéances). Or les mesures d'allègement annoncées ne concernent que la moitié des dettes de ces pays (65 sur 130 Mds de \$). Il s'agit donc, pour part **d'une "régularisation comptable" de ce qui de toute façon ne serait pas payé.** Il est ainsi à craindre que **globalement, les sommes que ces pays devront rembourser annuellement ne diminuent pas réellement.**

Les pays créanciers ont ainsi réalisé un "tri" dans leurs créances vis-à-vis des pays concernés, mais **peu de fonds risquent d'être libérés pour le développement.** Il est nécessaire maintenant de faire pression pour que des mesures plus ambitieuses soient prises.

Les allègements de dette annoncés ont pour objectif de ramener la dette de ces pays à un niveau "soutenable". Mais les critères de soutenabilité utilisés sont trop importants et inadéquats pour envisager un développement durable. **Des remboursements trop importants ne permettront pas à ces pays de satisfaire leurs énormes besoins en matière de santé, d'éducation et de développement durable.**

Le poids de la dette ne devrait en aucun cas, selon nous, dépasser la part accordée à l'éducation ou à la santé.

## ***Ces annulations restent conditionnées à l'application des programmes d'ajustement structurel***

L'initiative de Cologne renforce le rôle des institutions financières internationales (IFI) et en particulier du Fonds monétaire international (FMI) dans le règlement du problème de la dette.

Il est prévu une application stricte des Programmes d'ajustement structurel (PAS) comme condition de ces allègements de dette.

Aujourd'hui ces politiques imposées de l'extérieur sont fortement remises en cause par les sociétés civiles du Sud.

---

## ***La nécessaire réforme des Institutions financières internationales***

Au coeur du système de l'endettement se trouvent les institutions financières internationales. A la fois banquiers et conseillers, la Banque mondiale et le FMI imposent aux pays du Sud un modèle unique de développement qui accroît la vulnérabilité des populations les plus pauvres.

Aujourd'hui, alors même que leur influence va croissant, elles échappent à tout contrôle démocratique. C'est pourquoi, en complément de l'action internationale pour l'annulation de la dette, de nombreuses associations ont lancé une campagne intitulée « Transparence, démocratie : les IFI aussi ! » pour demander un contrôle parlementaire de la politique française au sein de ces institutions. C'est une première étape d'un chantier de longue haleine pour orienter les politiques des IFI vers une lutte efficace contre la pauvreté et vers le développement durable.

(Agir ici / AITEC / CRID)

---

## ***Pour la création d'un organisme international chargé de ces question d'endettement***

La résolution sur le long terme du problème de la dette, question qui concerne l'ensemble des pays du tiers-monde, nécessite l'instauration d'un processus équitable entre créanciers et débiteurs.

Une procédure internationale d'insolvabilité pourrait être mise en place introduisant les principes de co-responsabilité, et de limitation des remboursements en fonction de la capacité des pays.

Une Cour internationale d'arbitrage pourrait être mise en place, où toutes les parties concernées pourraient s'exprimer équitablement. Cette Cour interviendrait en cas de difficulté de remboursement, pour juger des responsabilités des emprunteurs, des prêteurs et des fournisseurs, les ONG pouvant se porter partie civile.

La Cour se pencherait ainsi sur les pratiques ayant eu cours dans le passé, ce qui devrait conduire à :

- geler les avoirs à l'étranger des dirigeants des pays endettés dont la corruption est avérée. Les sommes ainsi récupérées pouvant être utilisées pour le développement.
- évaluer les responsabilités de chacune des parties.
- lutter contre la corruption.

### **Programmes d'ajustement structurel ?**

Ces programmes imposés par le FMI prévoient généralement :

- Une réduction des importations et une augmentation des exportations afin de développer la capacité de remboursement de la dette.
- Une suppression des subventions de l'État aux produits de première nécessité.
- Une réduction des dépenses publiques qui entraîne licenciements, privatisations, baisse des investissements dans les secteurs sociaux (santé, éducation, etc.).

## La mobilisation continue

Plus de **500 000 signatures** récoltées en quelques mois en France est un résultat tout à fait exceptionnel. La **poursuite de la mobilisation** est nécessaire pour que l'ensemble des mesures annoncées soient appliquées et que de nouvelles propositions, plus importantes soient faites. Continuer de faire **signer la pétition** et retournez-la aux associations participantes ou au secrétariat de la campagne. Des **actions spécifiques** seront développées au cours de l'année.

---

### Les objectifs de la campagne restent identiques:

#### 1. Obtenir l'annulation totale pour l'an 2000 de la dette publique bilatérale et multilatérale des pays pauvres très endettés.

Cette annulation doit s'effectuer dans la transparence avec la participation de la société civile. Les économies réalisées pourront ainsi être consacrées à des programmes de lutte contre la pauvreté : alimentation, logement, santé, éducation...

#### 2. Obtenir des garanties pour que les futurs prêts soient octroyés dans des conditions satisfaisantes et utilisées pour des programmes en faveur d'un développement durable.

Le développement durable vise à renforcer la démocratie et l'équité sociale, tout en préservant des ressources nécessaires aux générations futures.

---

### Quelle démarche pour la campagne française ?

#### • Développer le partenariat Nord-Sud et Sud-Sud.

Avec une mise en réseau des différentes campagnes et non pas une centralisation du mouvement. Ce partenariat passe par un soutien aux rencontres des campagnes du Sud entre elles (une rencontre est prévue à Johannesburg en fin d'année).

#### • Poursuivre la mobilisation et la sensibilisation de l'opinion publique.

#### • Continuer la pression sur les décideurs de manière élargie :

G7, gouvernements (au Nord et au Sud), Institutions financières internationales et autres forums en lien avec la dette.

---

### Document diffusé par :

---

#### Secrétariat et coordination de la campagne

CCFD - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement  
4 rue Jean-Lantier, 75001 PARIS -  
Tél: 01 44 82 81 19 - Fax : 01.44.82.81.46  
E-mail : dette2000.jp@ccfd.asso.fr

### Les associations qui soutiennent la campagne:

Afrique Verte  
Aide Fédération (Fédération des agences internationales pour le développement)  
Andines  
Anima'fac  
Appel des Cent pour la paix  
BDE - ISTOM (Bureau des élèves - Institut des Sciences et Techniques pour l'Outremer)  
BIOFORCE  
CADR (Collectif des Associations de Développement - Région Rhône-Alpes)  
CANVA (Coordination de l'Action Non violente de l'Arche)  
CASI Bretagne (Collectif des associations de solidarité internationale)  
CICDA (Centre international de coopération pour le développement agricole)  
CRIDEV  
CRISLA (Centre de Réflexion d'Information et de Solidarité avec l'Asie, l'Afrique et l'Amérique Latine)  
CUN du Larzac  
Emmaüs France  
Emmaüs international  
Enda Tiers-Monde  
Fédération Artisans du monde  
Fédération Française des Associations Chrétiennes d'Etudiants (FFACE)  
Fédération Française des Clubs UNESCO  
France Libertés (Fondation Danielle Mitterand)  
Frères des Hommes  
Groupe Développement  
Groupe non-violent Louis Lecoin  
Handicap international  
Ingénieurs sans frontières  
Ligue Africaine des Droits de l'Homme  
LIFPL (Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté)  
Max Havelaar  
MIR (Mouvement international de la réconciliation)  
MOC (Mouvement des objecteurs de conscience)  
MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)  
Partage  
Peuples Solidaires  
RENAPAS (Rencontre nationale avec le peuple d'Afrique du Sud)  
SCI (Service Civil International)  
Service de Coopération au Développement  
Solagral  
Solidariterre  
Survie  
Terre des Hommes  
UCJG - YMCA (Union Chrétienne des jeunes-gens)